

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL
Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 1^{er} avril 2020

Résumé :

Exemptés des nouvelles restrictions mises en place dans le cadre de l'état d'alerte renforcé en Espagne, tous les secteurs concourant au fonctionnement de la chaîne alimentaire (y compris l'alimentation animale) continuent de fonctionner. Les produits et animaux vifs circulent, les approvisionnements sont sécurisés.

La croissance de la consommation alimentaire des ménages espagnols ralentit. La grande distribution se met en ordre de marche pour maintenir les ouvertures autorisées pendant la Semaine Sainte et garantira les approvisionnements.

Dans la filière fruits rouges, la tension – déjà élevée faute de main d'œuvre marocaine suffisante et de perspectives sur le marché intérieur espagnol – est montée d'un cran depuis la stratégie française favorisant les produits français en GMS.

A quelques jours du démarrage de la campagne des fruits à noyaux, la profession demande aux gouvernements de suivre les recommandations de l'UE et de laisser passer les travailleurs étrangers aux frontières.

Dans ce contexte de tension sur la main d'œuvre agricole, le Gouvernement espagnol prépare un plan de recrutement massif, visant essentiellement l'Andalousie et l'Estrémadure.

Suite à la fermeture du canal CHRD et aux restrictions de mobilité :

- les fruits et légumes pouvant se conserver (agrumes, pommes de terre, pommes, ...) tirent leur épingle du jeu, tandis que les produits plus périssables ou très axés sur l'hôtellerie-restauration (fruits rouges, asperges, poivrons, ...) sont en repli de plus de 30%.

- les ventes de bières en grande distribution ont augmenté de 22% ; toutefois, compte tenu du mode de consommation (culturellement hors domicile) des Espagnols, il ne faut pas espérer un report des dépenses vers des achats pour une consommation à domicile.

Le marché du porc reste stable, pour le moment. Le Syndicat des jeunes agriculteurs invite les distributeurs à donner la priorité à la vente de viande espagnole.

Les demandes d'aides à l'arrêt temporaire d'activité de pêche se multiplient.

ESPAGNE



Circulation des marchandises et des personnes

Dans la région de Valence, les agriculteurs demandent au Gouvernement local que des instructions plus claires soient données aux forces de police et aux municipalités, afin d'éviter les contrôles inutiles. Le syndicat *Unió de Llauradors i Ramaders* indique que plusieurs agriculteurs et travailleurs agricoles de la région ont été contrôlés ces derniers jours, et parfois même sommés d'arrêter leurs activités sous peine d'amende, alors même que le Gouvernement central a réaffirmé, le 30 mars, le caractère indispensable de leurs activités. Le syndicat demande donc au Gouvernement local que des instructions plus claires soient données afin d'éviter que ces situations, qui sont certainement davantage liées à une méconnaissance des réglementations qu'à une réelle mauvaise volonté des entités en charge des contrôles, ne se reproduisent.

Le transport de bétail au niveau national augmente, mais diminue à l'international. L'Association nationale des transporteurs d'animaux assure que les administrations publiques, par différents arrêtés ministériels, "facilitent" le transit national. Le secteur du transport de bétail a augmenté son activité en Espagne pour répondre à la demande actuelle du marché national dans le contexte de la crise du coronavirus. En revanche, la fréquence des flux internationaux ralentit en raison des contraintes aux frontières et des incertitudes qui planent sur les échanges intracommunautaires.

Les producteurs de fruits à noyaux demandent un laissez-passer des travailleurs saisonniers aux frontières. En prévision des récoltes prochaines et des tâches d'éclaircissement qui les précèdent, les producteurs de fruits à noyaux, inquiets quant à la disponibilité d'une main d'œuvre suffisante, demandent au Gouvernement central de prendre en compte les lignes directrices de la Commission européenne publiées le 30 mars, afin d'autoriser une ouverture partielle des frontières pour les travailleurs saisonniers étrangers, considérés eux-aussi comme main d'œuvre "stratégique". Cette demande a été relayée par la Fédération espagnole des associations de producteurs exportateurs de fruits, légumes, fleurs et plantes (Fepex), qui rassemble un très grand nombre de producteurs.

Filières agricoles

• *Fruits et légumes*

Le volume des fruits et légumes baisse de 20 à 30% à Mercamadrid. Le volume des fruits et légumes vendus au marché de gros de Madrid, *Mercamadrid*, a diminué de 20 à 30% la semaine dernière par rapport à l'an dernier à cette époque. Les grossistes de Mercamadrid attribuent cette situation au manque de commandes du canal CHR et de la restauration collective. Les restrictions de mobilité ont créé plus de débouchés pour les produits pouvant se conserver – tels que les agrumes, les pommes de terre ou les poches – que pour d'autres produits plus périssables ou très axés sur l'hôtellerie et la restauration, comme les poivrons ou les fruits rouges.

Les ventes de fraises espagnoles en baisse de 50%. La fraise est l'un des produits dont la consommation a le plus diminué en raison du changement de comportement des consommateurs et des restrictions de mobilité après l'état d'alerte. Les ventes ont chuté d'environ 50% par rapport au volume d'une saison normale. Selon Asaja Huelva, 80% de la production espagnole de fraises est exportée au Royaume-Uni, en Italie, en France et en Allemagne. Or, ces marchés se sont considérablement contractés en raison des restrictions de mobilité, ce qui a entraîné une baisse de la consommation, en particulier de produits périssables comme les fraises et autres fruits rouges.

• *Porc*

Le marché conserve sa relative stabilité. La relation offre/demande est actuellement jugée stable par les professionnels du secteur, après un ralentissement de la consommation ces derniers jours suite aux à la consommation des stocks effectués les semaines passées (achats massifs de début de crise). Le poids moyen des bêtes est en légère baisse. De plus, bien que le rythme d'abattage ait été conservé jusqu'ici, certains opérateurs s'interrogent sur la disponibilité de la main d'œuvre pour le maintenir dans les prochaines semaines.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Travailleurs indépendants et PME tous secteurs confondus disposent d'un délai supplémentaire de 6 mois pour le paiement des cotisations de sécurité sociale. Le Gouvernement central a en effet annoncé un moratoire de six mois pour le paiement de ces cotisations, avec toutefois des conditions à respecter pour pouvoir prétendre à cette extension de délai. Le paiement peut donc être effectué jusqu'au 30 juin de cette année. Cette mesure est particulièrement intéressante dans le secteur agricole, où les indépendants et PME sont nombreux.

La banque coopérative Cajamar offre des lignes de financement spéciales. Cajamar offre en effet aux entreprises, aux PME et aux indépendants des lignes de financement spéciales afin qu'ils puissent répondre aux paiements en attente des fournisseurs, des organismes publics et des employés, découlant des circonstances actuelles. Ces lignes adaptent également les conditions de règlement aux besoins du client, en offrant un délai de grâce de 6 mois maximum sans frais et avec une période de remboursement maximale de 5 ans pour amortir les chocs de liquidité.

Le MAPA prolonge d'un an la période de bénéfice des aides aux exploitations agricoles touchées par la sécheresse de 2017. La Société anonyme étatique de caution agricole (SAECA) a ainsi pour consigne de prolonger d'un an les délais qu'elle offre aux agriculteurs pour bénéficier des dispositifs spéciaux mis en place (facilitation dans la négociation des périodes d'amortissement et des délais de carences, etc.).

L'AOP Cava suspend la perception des redevances auprès des cavistes pour le premier trimestre 2020, qui étaient dues en avril, en raison de la crise du coronavirus. L'appellation a déclaré que, "consciente de la gravité de la crise sanitaire et économique" provoquée par la pandémie, elle a pris les premières mesures pour répondre à cette situation exceptionnelle.

Les agriculteurs demandent une meilleure adaptation des mesures de soutien d'urgence à la réalité de leurs activités. Ils regrettent en effet, par la voix de la centrale syndicale Unión de Uniones, le manque d'adaptation des mesures prises par le Gouvernement central pour venir en aide aux actifs. Ils déplorent en particulier que les prestations extraordinaires pour cause de cessation d'activité ne soient accessibles que pour une perte interannuelle de chiffre d'affaire de -75% (or, ce type de calcul mensuel est jugé mal adapté à la réalité du calendrier de coûts et recettes des agriculteurs).

Le machinisme agricole, secteur « essentiel », est assuré de la continuité de son activité malgré l'état d'alerte renforcé. L'Association nationale de machinisme agricole, forestier et d'entretien des espaces verts (Ansemat) a en effet indiqué dans un communiqué que malgré le durcissement des mesures d'état d'alerte, les entreprises de la filière étaient toujours autorisées par le Gouvernement à poursuivre leurs activités. Celles-ci doivent en revanche être limitées aux missions les plus urgentes, afin de fournir les services indispensables au bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (réparation, fabrication de pièces détachées, etc.).

Le secteur du froid demande davantage de reconnaissance pour ses employés et techniciens. L'Association des entreprises du froid et de ses technologies (Aefyt) est satisfaite que le secteur du froid soit considéré comme « essentiel », mais souhaiterait davantage de reconnaissance publique de l'expertise et de l'engagement de tous ses membres dans l'effort d'approvisionnement alimentaire de la population.

La simplification administrative facilitera la poursuite des activités des entreprises et travailleurs indépendants des secteurs agricole et agroalimentaire. Le décret-loi royal 11/2020 du 31/03 adapte la réglementation pour alléger le quotidien des professionnels : possibilité de réaliser les formalités nécessitant auparavant une présence physique obligatoire par voie électronique (visioconférence), flexibilité dans les calendriers des contrôles de gestion et comptables pour les associations et fondations, extension du délai de paiements de cotisations d'adhésion, possibilité de cessation temporaire de paiement pour le gaz et l'électricité et possibilité renforcée de modifier les contrats d'approvisionnement, etc.

Dans la province de Salamanque, si les mesures de prophylaxie en élevage sont temporairement suspendues, certains actes vétérinaires indispensables continuent en revanche d'être réalisés, et la réglementation en matière de certification sanitaire pour le transport et l'export demeure inchangée. Ainsi, le prélèvement d'échantillons nécessaires à la certification pour le transport des animaux et leur éventuelle exportation se poursuit, de même que les interventions vétérinaires d'urgences nécessaires au bien-être des animaux. Les délais à respecter en matière de communication des naissances et mortalités sont quant à eux suspendus temporairement.

Distribution

La croissance de la consommation alimentaire ralentit. Le MAPA a publié ses données sur la consommation des foyers espagnols entre le 12 et le 22 Mars, dans lesquelles on observe une hausse de "seulement" 10% par rapport à la même semaine en 2019, contre près de +30% pour la semaine précédente, du 9 au 15 mars. Ce ralentissement de la croissance traduit vraisemblablement la consommation des stocks constitués la semaine passée. Si ces chiffres peuvent effectivement encore refléter quelques comportements de stockage, ils sont somme toute assez normaux dans un contexte de report de la consommation alimentaire sur la grande distribution.

Alcools : un transfert des dépenses du canal CHRD vers la consommation à domicile est peu probable. Une entreprise du secteur agroalimentaire très présente en Espagne souligne que l'impact de la crise sur les secteurs alimentaires très dépendants du "canal cafés-hôtels-restaurants-discothèques" (CHRD) sera très important. En effet, pour ces secteurs (tels que les bières, vins et spiritueux), compte tenu du mode de consommation – culturellement hors domicile – des Espagnols, il ne faut pas espérer un report des dépenses en CHRD vers des achats (en ligne ou en grande distribution) pour une consommation à domicile. Selon cet acteur, la crise devrait également impacter le canal CHRD : sur environ 160 000 points de consommation de ce type (contre environ 100 000 en France), de 30 000 à 40 000 entreprises espagnoles pourraient disparaître. Le redémarrage de l'activité pour les hôtels-café-restaurants n'est pas anticipé avant mi-juin voire mi-juillet par cet acteur de référence. Cet acteur souligne aussi l'importance des transporteurs en Europe pour continuer à faire fonctionner les chaînes d'approvisionnement (en amont et en aval de la production). Les transports, routier en particulier, seront un élément clé pour le maintien et la poursuite de la production pendant la période de confinement.

Du bar au supermarché : la consommation de café et de bière diminue, et la rentabilité aussi. Les mesures de confinement pour arrêter le coronavirus provoquent un transfert forcé de la consommation du bar vers le supermarché, un changement qui nuit à certains produits et profite à d'autres mais, surtout, signifie une perte de rentabilité pour les fabricants. Les experts et les sources de l'industrie s'accordent à dire que même dans les sections où la reprise des ventes au supermarché compense en volume la baisse causée par la fermeture de l'industrie hôtelière et de la restauration, en valeur, cette différence est insurmontable, puisque la marge bénéficiaire du magasin est nettement inférieure à celle obtenue dans les bars et restaurants. C'est pourquoi certains secteurs de l'industrie alimentaire n'excluent pas la possibilité d'un plus grand nombre de dossiers ERTE (dispositif de chômage technique) car pour certaines entreprises, le poids de l'industrie hôtelière et de la restauration est déterminant pour leurs revenus.

Estrella Galicia ouvre sa brasserie en ligne. Poussée par la situation de confinement, Estrella Galicia a lancé sa boutique en ligne sur son site web, dans le but de fournir aux consommateurs un service à domicile. La boutique en ligne teste encore ses capacités et, pour l'instant, ne livrera que sur le territoire

galicien, dans un délai allant de 48 à 72 heures à compter de l'achat. L'idée de la société est d'élargir progressivement l'offre et la zone géographique du service.

La grande distribution maintiendra les ouvertures autorisées pour la Semaine Sainte et garantira l'approvisionnement. La grande distribution maintiendra le calendrier des ouvertures des dimanches et jours fériés commerciaux que les communautés autonomes ont autorisé pour cette année, selon des sources de l'Association nationale des grandes surfaces (Anged).

La Communauté de Madrid autorise la vente itinérante de denrées alimentaires pour approvisionner les petites villes. La Communauté de Madrid a émis un arrêté, par l'intermédiaire du ministère régional de la Santé, autorisant la vente itinérante de produits de première nécessité dans les petites villes de la région qui ne disposent pas de points de vente de produits alimentaires.

Asaja Sevilla demande à la grande distribution de collaborer avec les agriculteurs et de donner la priorité à la viande espagnole. Le Syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja) de la région de Séville a demandé à la grande distribution et aux consommateurs de venir en aide aux éleveurs touchés par la fermeture du canal CHRD, qui absorbait la majeure partie de leur production. Le syndicat invite notamment les distributeurs à donner la priorité à la vente de viande espagnole.

UPA dénonce les importations de lait et dérivés qui profitent de la crise du coronavirus. L'Union des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) a dénoncé l'importation de lait et de produits dérivés de France, d'Allemagne et du Portugal, qui exportent (jusqu'à 30 camions-citernes par jour, soit environ un million de litres) à perte pour écouler leurs excédents pendant la crise sanitaire. Le syndicat craint une chute en cascade du prix d'achat du lait aux éleveurs espagnols.

Le Gouvernement de Galice demande à Madrid propose un dispositif d'ouverture des marchés de plein air. Le Gouvernement local a transmis aux ministères centraux concernées (agriculture et santé) une demande de clarification quant à la possibilité d'ouvrir à nouveau les espaces de ventes de denrées alimentaires en plein-air, faute de point dédié dans le décret-loi royal du 30 Mars. A l'ppui de sa demande d'ouverture des marchés de plein air, la Xunta de Galice développe le dispositif qui serait mis en place afin de garantir la sécurité des commerçants et des clients : disposition en triangle équilatéral pour éviter que les étalages ne se fassent face (6 m de distance minimum en face à face et 4 m en latéral), mise à disposition de gants jetables et de gel hydroalcoolique pour les clients, garantie d'une distance de 2 m minimum entre clients, etc.

Mesures nouvelles de gestion de la main d'œuvre

Un plan de recrutement massif pour répondre rapidement au manque de main d'œuvre agricole en préparation. En collaboration avec le ministère en charge du travail, le ministère de l'Agriculture souhaite offrir une solution rapide et efficace au manque de main d'œuvre agricole, déjà ressenti pour la récolte des fruits rouges et à prévoir pour celle des fruits à noyaux. Plusieurs pistes sont envisagées, parmi lesquelles figurent le recours aux chômeurs, ainsi que la mobilisation des travailleurs d'autres secteurs actuellement en chômage technique (commerce, hôtellerie, restauration, etc.), avec cependant pour ces derniers la question des modalités pratiques et juridiques de rémunération (ancien salaire mais nouvelles missions). L'accent sera en tous les cas mis sur la proximité des personnes mobilisées, dans une perspective de limitation au maximum des déplacements. Les organisations agricoles proposent également de régulariser les travailleurs en situation irrégulière présents sur place, comme cela a déjà été fait au Portugal. Les besoins ont été estimés par les syndicats de producteurs à 100 000 travailleurs d'ici au début de la campagne des fruits à noyaux, avec cependant 17 000 d'entre eux à mobiliser d'urgence pour achever celles des fruits rouges. Le ministère du Travail prévoit une subvention spéciale de 236 M€ destinée à ce programme, et plus particulièrement à l'embauche sous contrat de travailleurs agricoles, par les municipalités, une fois terminée les campagnes actuelles de récolte. Les municipalités concernées détermineront pour quelles activités elles emploieront les personnes embauchées. Un accord a été conclu lors d'une discussion avec les partenaires sociaux du secteur, à laquelle ont participé des représentants des organisations agricoles (COAG et ASAJA) et des syndicats UGT et CCOO ; sept communautés autonomes sont destinataires de la subvention et les principales bénéficiaires sont l'Andalousie et l'Estrémadure

Afrucat crée une banque d'emplois pour la campagne fruitière en Catalogne. Afrucat a créé son propre centre pour l'emploi suite à l'avalanche de réponses qu'elle reçoit depuis la semaine dernière, lorsque l'organisation a alerté du manque de main-d'œuvre pour la campagne des fruits à noyaux. Son directeur, Manel Simon, explique : "Au départ, nous avons ouvert un e-mail et numéro de téléphone pour pouvoir recevoir les demandes des travailleurs, mais les centaines de réponses à l'appel ont rendu nécessaire d'améliorer la gestion de ces informations et nous avons créé une base de données dont l'accès est réservé à nos associés ».

Actions de solidarité

La municipalité de Séville lance un plan "urgent" d'aide en aliments et produits de base pour les personnes touchées par la crise. Elle a annoncé un nouveau programme d'aide sociale "urgent" conçu spécialement pour les personnes en situation de vulnérabilité en raison de l'impact économique de l'état d'alerte, qui se traduit par la livraison à ces personnes de nourriture et de produits de base. Ce programme complémentaire au réseau conventionnel de ressources d'assistance sociale est destiné aux personnes qui n'ont accès à aucune des prestations actuellement disponibles. Dans ce contexte de crise, jusqu'à 2 000 foyers de Séville ont demandé une aide pour l'achat de produits de base.

En Catalogne, les désinfections des voies et espaces publics par les agriculteurs se poursuivent. Les agriculteurs du Pla de Sant Jordi, coordonnés par l'Unió de Pagesos, collaborent aux tâches de désinfection coordonnées par la mairie de Palma. Dans un communiqué de presse, le syndicat a précisé qu'une douzaine de tracteurs devaient se joindre aux travaux ce mardi à 20 heures.

Findus Espagne fait don de plus de 80 tonnes de nourriture aux régions les plus touchées par la crise du coronavirus. Findus a annoncé un don de 84 tonnes de produits à la FESBAL (Fédération espagnole des banques alimentaires), d'une valeur de 400 000 €, pour approvisionner les centres les plus touchés par l'urgence sanitaire et où l'urgence est la plus grande. L'entreprise rappelle qu'elle collabore avec la FESBAL depuis plus de dix ans. L'année dernière, par exemple, plus de 20 tonnes de nourriture ont été distribuées dans toute l'Espagne.

Makro poursuit ses dons à l'hôpital d'Ifema avec plus de 25 000 pâtisseries, 5 000 boissons fraîches et 1 000 gâteaux. Depuis le début de la crise sanitaire générée par le Covid-19, Makro a cherché des alternatives pour offrir son aide aux autorités et ainsi collaborer à la réduction de l'impact du coronavirus sur la société. Ces nouveaux dons s'ajoutent aux 55 000 bouteilles d'eau envoyées la semaine dernière.

Filière forêt-bois

Les ingénieurs forestiers surfent sur le contexte actuel pour sensibiliser aux risques des feux de forêts dans une vidéo. Afin de ne pas "générer davantage de problèmes dans des moments si difficiles pour notre société", le Collège des ingénieurs forestiers souhaite sensibiliser les citoyens au risque des feux de forêts, avec pour message principal "*El fuego solo en casa*" (le feu, c'est seulement à la maison"), en référence aux mesures de confinement actuelles.

A Murcie, l'unité de défense contre les incendies forestiers participe à la désinfection des résidences pour personnes âgées. Les personnels de plusieurs casernes de la région participant à l'unité de défense contre les incendies forestiers (UDIL) ont ainsi participé au nettoyage des locaux de plusieurs résidences pour personnes âgées, avant qu'ils soient désinfectés.

SCM España, spécialisée dans la machinerie de l'industrie du bois, met en place une plateforme de formation en ligne gratuite à destination de ses clients. Des cours sont dispensés sur l'utilisation des machines, et l'entreprise indique qu'elle a d'ores et déjà dû étendre les capacités d'accès face au nombre important d'inscriptions.

Pêche maritime et aquaculture

Consommer du poisson à domicile pour sauver le secteur de la pêche. Le ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Luis Planas, encourage les citoyens à consommer chez eux des produits de la pêche afin de soutenir une filière fortement impactée par la fermeture de tous les restaurants et établissements hôteliers du pays décrétée par l'état d'alerte le 14 mars dernier. Selon le ministre, 90% de la flotte espagnole se trouve actuellement à l'arrêt.

Ciudadanos demande que le FEAMP finance le sauvetage du secteur. Ciudadanos a demandé au Gouvernement d'utiliser la totalité du budget du FEAMP qui n'a pas été dépensé jusqu'à présent pour le consacrer exclusivement au sauvetage du secteur de la pêche face à la crise provoquée par l'urgence sanitaire. De plus, il demande que des aides à l'arrêt temporaire d'activité puissent être accordées au titre du FEAMP, et que des aides publiques directes au stockage soient autorisées, pour supporter les coûts de congélation et de blocage du poisson.

Les pêcheurs de la Corogne réclament l'adoption de Plans de licenciement à caractère rétroactif. La fédération de pêcheurs de la Corogne a adressé une lettre au Président du Gouvernement espagnol alertant de la situation de désarroi dans laquelle se trouvent les professionnels, suite à la chute de la demande depuis l'entrée en vigueur de l'état d'alerte. C'est pourquoi, ils réclament la mise en place d'un Plan de licenciement temporaire pour « force majeure » et à caractère rétroactif, afin de pallier l'impact de la crise du Covid-19 sur cette filière.

Prolongation du Service espagnol de sauvetage en mer. Afin d'assurer l'opérabilité du Service espagnol de sauvetage en mer (*Salvamento marítimo*, composé de 4 navires polyvalents et 10 remorqueurs) et réduire les risques d'infection parmi sa flotte, la Direction générale de la Marine marchande qui en assure la tutelle, a décidé de prolonger d'un mois les missions du personnel à bord, conviant ces derniers à ne pas quitter les bateaux amarrés au port.

Le Bloc nationaliste galicien demande de suspendre temporairement la pêche aux coquillages en raison des difficultés économiques et sanitaires. Le député BNG (Bloque Nacionalista Galego) au Congrès, Néstor Rego, demande au Gouvernement espagnol, en coordination avec la Xunta, de décréter la suspension provisoire de la pêche aux coquillages en Galice "pour force majeure" pendant l'état d'alerte. Par une déclaration, le nationaliste explique que les travailleurs du secteur sont confrontés à des "difficultés" économiques en raison de "l'absence totale de demande", mais aussi sanitaires. Selon Rego, ils "doivent se rendre sur les sites d'extraction, passer par les points de contrôle, de classement et les ventes aux enchères", ce qui "augmente le risque de contagion".

PORTUGAL

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Les producteurs de fruits et légumes demandent des mesures de retrait. Le secteur portugais des fruits et légumes a demandé au Gouvernement la mise en place de mesures de retrait de produits du marché. Les producteurs du secteur ont déjà commencé à enregistrer des pertes. Les prix des petits fruits ont baissé de plus de 40 % par rapport à la même période en 2019.

Les producteurs de fruits rouges demandent des nouvelles mesures, rapides et adaptées. Le secteur a subi la chute des ventes avec la fermeture des restaurants et des hôtels, les changements de consommation durant la quarantaine, la réduction drastique des prix des fruits rouges, l'augmentation des coûts de transport, l'augmentation des coûts opérationnels d'hygiène, la diminution de la main d'œuvre. Les organisations suggèrent que les fruits rouges soient considérés comme des produits périssables, permettant d'adopter des mécanismes de retrait sur le marché. Elles défendent l'élimination des taxes et des prolongements des impôts.

Le secteur des petits fruits sollicite des aides additionnelles, notamment la collaboration des chômeurs et salariés en chômage partiel. Face à la baisse des ventes et des prix, au manque de main-d'œuvre et à l'augmentation des coûts de production, de transport et de logistique, les associations du secteur souhaiteraient bénéficier d'aides supplémentaires, soulignant, par exemple, le besoin de pouvoir compter sur les chômeurs et salariés en chômage partiel, notamment pour la récolte. Ces associations demandent également aux autorités publiques d'étudier la possibilité d'autoriser le retour des travailleurs étrangers, par le biais d'un régime spécial pour les employés ayant déjà un contrat de travail. Les producteurs se sont engagés à maintenir ces travailleurs en quarantaine pendant 15 jours.

Le ministère de l'Agriculture publie la première version du plan de mesures exceptionnelles pour le secteur agroalimentaire, visant notamment à sécuriser l'approvisionnement alimentaire. Ce plan présente l'ensemble des mesures transversales déjà annoncées par le Gouvernement, telles que la ligne de crédit Capitalizar 2018 | COVID-19 de 400 M€ ouverte à l'ensemble des PME et TPE pour répondre aux besoins de trésorerie, des mesures sectorielles (notamment, la prolongation des délais de candidature pour obtenir des aides directs) et des mesures exceptionnelles, en cours d'examen par la Commission européenne, notamment concernant l'assouplissement des contrôles sur place, des délais fixés par les règles communautaires ou le report des audits prévus par les services de la Commission. Le Portugal souhaiterait par ailleurs obtenir la suspension des règles du *greening* de la PAC, en raison de la crise sanitaire.

Distribution

La Centrale de bières portugaise résiste, grâce aux ventes en GMS. Les ventes de la Centrale ont cessé leurs ventes vers le segment CHRD il y a plus de 2 semaines. Il existe néanmoins quelques ventes résiduelles de vente à l'extérieur, correspondant à 5 à 10 % des ventes hors domicile. Habituellement, les ventes vers ce canal représentent en volume environ 67% des ventes globales de bière au Portugal. Quant aux ventes de la bière en GMS, les ventes se maintiennent. Les ventes d'eau par la Centrale sont en hausse, principalement pour les grands formats, traduisant une variation accumulée de plus de 30%.

Le groupe Sumol + Compal a décidé de réduire de 50% son plan d'investissements de 65 M€ prévus jusqu'en 2021. Suite à la fermeture de leurs clients CHRD, le groupe a mis en place un ensemble de mesures pour assurer l'emploi de ses collaborateurs. Il a suspendu les primes de 2019 ainsi que les augmentations salariales prévus en 2020, annulés les événements et les activités marketing et reporter les projets d'innovation.

La chaîne Makro met en place un service de take-away. Makro, filiale de Metro, a lancé un service de commandes on-line pour aider les établissements commerciaux qui souhaitent travailler en take-away. Au-delà des restaurants, les supermarchés, les boucheries, les poissonneries, les boulangeries et les cavistes peuvent utiliser ce service.

L'affluence des Portugais aux supermarchés atteint son niveau le plus bas de 2020 depuis le décret d'urgence, avec 42% en-dessous de la moyenne journalière. Malgré cette diminution, les paniers moyens sont plus importants et l'acquisition de produits frais prioritaires.

Filière forêt-bois

Les entités en charge des interventions forestières continuent à veiller à ce que l'entretien se fasse à un bon rythme, malgré la crise sanitaire. La Fédération Nationale des Entités de Gestion des Interventions Forestières (ENZIF) veille à ce que l'entretien de la forêt continue à se dérouler, malgré la crise sanitaire. L'ENZIF représente 32 entités gérant 301 000 h de forêt au Portugal. Jusqu'à présent, la Garde nationale républicaine (GNR), en charge du contrôle de l'entretien des forêts portugaises, a enregistré 23 468 non-conformités en matière d'entretien des terrains. Pour les associations représentant les militaires de la GNR, les contrôles devraient être suspendus, en raison des règles de confinement.

Pêche maritime et aquaculture

De nombreux pêcheurs ont cessé leur activité. Des nombreux pêcheurs ont cessé leur activité au Portugal, en raison des règles de confinement mais aussi de la réduction de la demande, à la suite de la fermeture des poissonneries, des restaurants et des marchés. La forte baisse des exportations, notamment des poissons pêchés aux Açores et à Madère, ont également contribué à cette situation. Néanmoins, quelques pêcheurs artisanaux, notamment à Angeiras (Porto, nord du pays) poursuivent leur activité dans des petits bateaux avec deux pêcheurs à bord. Dans ce contexte, le parti portugais Bloc de gauche a présenté une proposition de loi pour garantir un soutien financier à tous les pêcheurs ayant cessé leur activité, à travers un Fonds de compensation salariale rétroactif.